

Publié le 9 octobre 2020

Pascal Bolo, président de la section française du Ceep, candidat à la présidence du mouvement européen

Le 2 octobre, le Ceep France (Centre européen des employeurs et entreprises fournissant des services publics) a officiellement présenté la candidature de Pascal Bolo, actuel président de la section française, à la présidence du Ceep Europe. L'élection aura lieu le 8 décembre prochain.



Pascal Bolo, un candidat naturel à la présidence du Ceep Europe

Depuis de nombreuses années, Pascal Bolo est activement engagé dans la défense et la promotion des intérêts des Epl au niveau européen. Adjoint à la Maire de Nantes et vice-président de Nantes Métropole, il est **Président de la section nationale, le Ceep-France, depuis 2016.**

Sa candidature constitue une opportunité pour mettre en valeur et encourager le mouvement européen des Epl, en mettant particulièrement l'accent sur **la modification de la définition européenne de la PME**, à propos de laquelle le Président du Ceep France est particulièrement sensible.

Vers une nouvelle gouvernance

A l'approche des élections au Ceep Europe, qui auront lieu le 8 décembre prochain lors de l'Assemblée générale, **le Bureau du Ceep France a entériné la candidature de Pascal BOLO à la présidence du Ceep Europe.**

Cette candidature vise à reprendre les grands dossiers aux côtés des autres sections nationales, et notamment de nos homologues allemands qui pourraient ainsi passer la main après plusieurs mandats à la tête du Ceep Europe, tout en conservant une vice-présidence. Elle permettrait également de rééquilibrer les dynamiques internes de la gouvernance du Ceep Europe.

La candidature française a déjà reçu le soutien de plusieurs sections nationales. Le secrétariat du Ceep France, opéré par la Fédération des Epl, est d'ores et déjà engagé pour accompagner le Président de la section française dans sa démarche.

La présence française au Ceep Europe

Face à cette évolution espérée, une discussion pourra s'ouvrir sur les deux présidences de commission détenues aujourd'hui par les Français dans le cadre de l'évolution de la gouvernance du Ceep Europe, afin de garantir un haut niveau d'engagement et de visibilité aux autres délégations nationales qui le souhaitent.

En tout état de cause, il sera opportun de **conserver le rôle et la visibilité d'EDF** au Ceep Europe, notamment via une présidence ou une vice-présidence [à déterminer] au sein du Sustainability Board (Commission durabilité).

Dans la même logique, **la Fédération des Epl proposera de conserver une responsabilité identifiée sur le dossier de la définition européenne de la PME**, au sein du Public Services Board (Commission services publics).

Par Cécilia TERUGGI